

Paris, le 21 octobre 2026

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Patrimoine culturel menacé : l'OPR alerte sur la recrudescence des dégradations et des vols

Alors que les récents épisodes de violences urbaines, notamment du 17 octobre dernier, ont pu laisser croire que les édifices culturels avaient été épargnés, la réalité du terrain contredit ce sentiment d'immunité. L'Observatoire du Patrimoine Religieux (OPR) alerte sur la récurrence des actes de vandalisme et des vols visant les églises en France, portés par une tendance nationale préoccupante.

Si l'attention médiatique s'est légitimement portée sur les bâtiments publics et les commerces lors des dernières vagues de tensions, les églises n'ont pas été sanctuarisées. Partout sur le territoire, des actes de malveillance rappellent la fragilité de ce patrimoine. À l'image de l'église Saint-Henri du Creusot, visée par la destruction d'une statue, ou des atteintes constatées sur la Vierge au pied d'argent datant du XVIII^{ème} siècle de la cathédrale de Toul, le vandalisme frappe indifféremment les grands sanctuaires et les églises de proximité.

Une vulnérabilité particulièrement marquée à Marseille

La région marseillaise illustre tristement cette insécurité constante. En période de tensions, plusieurs communications officielles ont fait état d'édifices forcés. L'église Sainte-Marie-Madeleine des Chartreux a notamment été la cible de tags haineux à caractère antichrétien, entraînant le dépôt d'une plainte par le diocèse et la ville. Des intrusions, des dégradations et des signalements de pillages ou de vols ciblés ont également été relevés dans d'autres lieux de l'agglomération (comme à Saint-Jérôme ou à l'église évangélique arménienne de Saint-Antoine).

Dégradations mais aussi vols : la double peine pour les édifices

Au-delà des tags et des destructions physiques, la question des vols représente un fléau particulièrement destructeur pour le patrimoine religieux. Qu'il s'agisse du vol d'objets sacrés (vases liturgiques, reliquaires, ciboires), de pièces d'orfèvrerie, de mobilier ancien ou de métaux (comme les éléments de toiture ou les cloches), ces actes frappent des églises souvent ouvertes et insuffisamment protégées. Ces larcins privent les communautés de leur patrimoine culturel et historique, tout en causant des dégâts matériels irréversibles lors des effractions.

Des chiffres alarmants à l'échelle nationale

Cette réalité locale s'inscrit dans un contexte national lourd. Selon les données communiquées par le ministère de l'Intérieur :

- 843 actes antichrétiens ont été recensés en France en 2025, soit 34 % de l'ensemble des actes antireligieux.
- Ces faits enregistrent une hausse de 9 % par rapport à l'année précédente.
- Dans 87 % des cas, ces actes concernent des atteintes aux biens (dégradations, tags, destructions de mobilier, profanations mais aussi vols d'objets sacrés).

Un appel à la mobilisation collective

Qu'ils relèvent de la violence urbaine, du vol crapuleux, du trafic d'art ou de la malveillance gratuite, ces actes portent atteinte à la mémoire collective, à l'histoire et aux communautés locales. Une église visitée par effraction et dépouillée de ses biens, c'est un pan de notre histoire commune qui s'efface.

L'Observatoire du Patrimoine Religieux en appelle à la lucidité et demande aux pouvoirs publics, aux communes propriétaires et aux forces de l'ordre une vigilance renforcée ainsi que la mise en place de dispositifs de sécurisation adaptés (alarme, sécurisation des objets précieux). Préserver nos églises et nos lieux de culte, c'est défendre un héritage inestimable qui appartient à la Nation tout entière.

À propos de l'Observatoire du Patrimoine Religieux (OPR)

Fondé en 2006, l'Observatoire du Patrimoine Religieux (OPR) est une association indépendante, reconnue d'intérêt général et interconfessionnelle unique en France, dédiée à la préservation et à la valorisation du patrimoine culturel, tant bâti que mobilier. À travers ses missions de recensement, d'alerte, de veille, de conseil et de sensibilisation, l'organisme mobilise les pouvoirs publics, les communes et les citoyens face aux défis majeurs de la sauvegarde de milliers d'édifices fragilisés par le temps, le manque de moyens de l'Etat et des collectivités et l'évolution des usages. Constituante de l'ossature historique et paysagère des territoires, la défense de ce patrimoine représente un enjeu crucial de cohésion sociale, d'aménagement local.

Contact presse

Hadrien Lacoste

Vice-président de l'Observatoire du Patrimoine Religieux chargé des régions

+33 6 79 09 38 53

hadrien.lacoste@patrimoine-religieux.fr

www.patrimoine-religieux.fr